

Conseil Régional : Séance du 17 juin 2015
Question orale posée par Claire Monod

Monsieur le Président,

Après ce riche débat sur la responsabilité que nous portons ici en IdF autour de la COP21 pour mettre nos actes en phase avec nos déclarations, le groupe des écologistes a choisi de vous interroger sur un sujet emblématique : Un parc de 410ha, splendide, riche en biodiversité, classé Natura2000, installé pour les citoyens, les familles en plein cœur de la Seine Saint Denis est aujourd'hui menacé. Le Parc Georges Valbon du nom du Maire qui l'a créé dans un territoire à l'époque en pleine mutation post industrielle, est aujourd'hui la proie -fragile- des forces productivistes et financières alléchées par le mirage d'une hypothétique rentabilité foncière de court terme. Ils voudraient amputer 70ha du Parc pour réaliser 24.000 logements.

Une initiative d'origine totalement privée, un projet qui, en partant d'une vraie question -aménager et construire des logements- outrepassé, je dirai même provoque les responsables et éluEs locaux sans se soucier ni du bien public ni des citoyens, encore moins de son rôle pour la biodiversité et dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Monsieur le Président,

- Nous avons énoncé et voté ici, l'an dernier, des orientations fortes dans le schéma régional Ile de France 2030 (SDRIF) en travaillant patiemment localement et en finesse. Elles sont bafouées !
- La reconnaissance des qualités naturelles par la labellisation de ce Parc en zone « Natura2000 » est elle aussi bafouée !
- Les demandes et les attentes des associations, locales et environnementales, et des habitants mobilisés de longues date pour faire « entrer le parc dans la ville, et non l'inverse » et aménager les abords et les accès du Parc sont également bafouées !
- Les éluEs locaux, les Maires et présidents d'intercommunalités, qui se débattent au quotidien pour l'amélioration de la qualité de vie et la mixité en Seine Saint Denis dans un contexte difficile que vous connaissez ont reçu comme seule réponse du 1^{er} Ministre la menace d'une procédure d'Opération d'Intérêt Nationale (OIN) qui les priverait de leur compétence sur l'urbanisme.

Est ce bien comme cela que la ville doit se faire et se renouveler aujourd'hui en IdF ?

Heureusement la mobilisation grandit et agrège les énergies de tous et toutes, associations, citoyens, éluEs locaux, régionaux, professionnels, architectes, urbanistes, naturalistes, paysagistes pour faire entendre la voix de la raison. Alors, les écologistes qui oeuvrent à construire et renouveler la ville différemment, à associer les citoyens et concilier l'urbain, l'humain et la nature pour produire des logements, OUI, soutenir les investissements nécessaires à l'amélioration des abords du Parc, OUI, œuvrer à la mixité des activités, OUI, prévoir une extension du Parc, OUI voudraient savoir comment vous comptez répondre, Monsieur le Président, aux inquiétudes légitimes soulevées par cette initiative privée et déplacée ?

Je vous remercie